

Accord relatif à la coopération entre la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et la Commission européenne

Considérant que la Commission européenne et la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin poursuivent des intérêts communs dans le domaine du développement de la navigation intérieure et qu'elles sont, l'une et l'autre, déterminées à promouvoir l'unification du marché de la navigation intérieure sur la base du principe de la liberté de navigation ;

Convaincues qu'afin de créer des conditions pour que la navigation intérieure européenne puisse prospérer et pleinement développer son potentiel, il est nécessaire que la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et la Commission européenne travaillent ensemble efficacement ;

Considérant que la coopération entre la Commission européenne et la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin, comme il a été prévu par l'échange de lettres datant du 24 mars 1987, doit tenir compte des impératifs de la politique commune des transports de la Communauté européenne visés par le Traité instituant la Communauté européenne et des intérêts spécifiques à la navigation rhénane garantis par la Convention Révisée pour la Navigation du Rhin;

Considérant que cette coopération doit être renforcée au vu de l'existence d'un ordre juridique rhénan et d'un ordre juridique communautaire et en particulier dans le contexte de l'achèvement du marché européen unifié de la navigation intérieure ;

Etant donné que le protocole additionnel no. 7 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin permettra après son entrée en vigueur la reconnaissance de certificats délivrés par la Communauté ou par des Etats tiers ;

La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin, représentée par son Secrétaire Général et la Commission européenne, représentée par son Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports conviennent d'établir et de mettre en œuvre, pour la conduite de leurs activités de coopération, les procédures énoncées ci-après :

Article 1. Objectif

1. Le présent accord vise à établir une coopération efficace et harmonieuse entre la Commission européenne et la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin promouvant le développement de la navigation intérieure européenne et permettant un meilleur fonctionnement du marché unique et libre du transport fluvial.
2. Le présent accord ne concerne pas les compétences juridictionnelles dont la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin est investie en vertu de la Convention Révisée pour la Navigation du Rhin.

Article 2. Coordination

1. La coopération entre les deux parties contractantes est coordonnée pour ce qui concerne la Commission européenne, par le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports et pour la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin par le Secrétaire Général.
2. Une réunion de coordination a lieu au moins deux fois par an entre le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne et le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin.
3. La réunion de coordination vise notamment à :
 - discuter des orientations communes et des programmes d'activité respectifs ;
 - examiner des questions de principe ;
 - évaluer de manière périodique la coopération entre les deux parties contractantes ;
 - améliorer les modalités de la coopération, si nécessaire ;

- discuter des projets notamment de réglementation intéressant les deux parties contractantes ;
 - établir la liste des réunions mentionnée à l'article 3.
4. Dans le cadre de la réunion de coordination, seront également examinés les moyens de développer une coopération en matière statistique et d'observation du marché, de promotion du transport fluvial, d'harmonisation du droit fluvial, de protection de l'environnement, de système moderne de navigation et de protection sociale.
 5. D'autres services de la Commission européenne ou d'autres représentants de la Commission Centrale pour la navigation du Rhin peuvent participer aux réunions de coordination.

Article 3. Participation aux réunions

1. Le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne et le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin s'invitent mutuellement, comme observateurs, aux réunions convoquées par les parties contractantes, pour autant que les matières qui y sont traitées présentent un intérêt pour leurs travaux et que leurs règles internes le permettent.
2. Si une participation n'est pas possible, les contacts nécessaires sont établis de façon à assurer une information réciproque aussi complète que possible.
3. Une liste de ces réunions sera dressée lors de la réunion de coordination et, le cas échéant, modifiée de part et d'autre par simple échange de lettres entre le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne et le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin.

Article 4. Représentation

Le cas échéant, le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne et le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin peuvent se faire représenter lors des réunions mentionnées dans les articles 2 et 3.

Article 5. Echange d'information

1. Le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin transmet au Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne toute information ou documentation susceptible d'intéresser la Commission européenne, notamment les convocations, les documents de travail et comptes rendus des réunions auxquelles ont été invités à assister des représentants de la Commission européenne.
2. Le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne agit de même vis-à-vis du Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin.
3. Le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin et le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne veillent à ce que cette information soit la plus précoce possible.

Article 6. Adoption de la réglementation

1. Le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin communique au Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne tout projet de réglementation de manière à ce que la Commission européenne dispose d'un délai suffisant pour faire part de ses réactions.

2. Lorsque la Commission européenne prépare une réglementation pouvant concerner la navigation rhénane, le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne veille à ce que le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin soit consulté de manière à ce que la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin dispose d'un délai suffisant pour faire part de ses réactions.
3. Chacune des deux parties contractantes s'engage à prendre en considération la réaction émise par l'autre institution.
4. Les alinéas 1 à 3 ne font pas obstacle à ce que, en cas d'urgence, l'une ou l'autre partie contractante puisse décider une mesure immédiate. L'autre partie contractante en est informée sans délai.

Article 7. Relations extérieures

Le Directeur Général de la Direction générale de l'Energie et des Transports de la Commission européenne s'engage à consulter préalablement le Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin sur des accords éventuels susceptibles de concerner la navigation rhénane.

Article 8. Dispositions finales

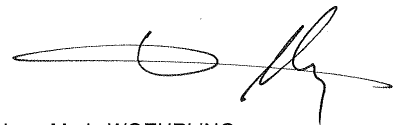
1. Chaque partie contractante peut demander la révision du présent accord, ou y mettre fin suivant préavis de six mois.
2. Le présent accord comporte des versions française, allemande et néerlandaise dont chacune fait également foi.
3. Le présent accord entrera en vigueur dès qu'il aura été signé par les deux parties contractantes.

A Bruxelles, le 3^e III 2003



François LAMOUREUX
Directeur général
Direction générale de l'Energie et des Transports
Commission européenne

A Bruxelles, le 3^e mars 2003



Jean-Marie WOEHRLING
Secrétaire Général
Commission Centrale
pour la Navigation du Rhin